

REGARDS

SANTÉ

Concentration sur l'alcool

Luc Caregari

Alors qu'il tire une partie de ses profits de la vente transfrontalière d'alcool, le Luxembourg est toujours à la traîne en ce qui concerne la prévention et le traitement des maladies liées à l'alcool.

Décidément, Mars Di Bartolomeo n'est pas un vrai hédoniste. Du moins en tant que ministre de la santé : alors qu'il se heurte à l'opposition de ses coalitionnaires conservateurs dans le dossier de l'interdiction du tabac, il essaie du moins de démarrer son action sur l'alcool sous de meilleures auspices. Certes, interdire l'alcool tout simplement provoquerait un tollé auquel aucune carrière politique ne survivrait - et ne fonctionnerait pas, comme l'expérience américaine dans les années 1920 l'a démontrée. Mais restreindre l'abus d'alcool est certainement dans l'intérêt de la santé publique... et dans celui des caisses de maladie. Car, comme l'a précisé le professeur Jürgen Rehm, directeur du Social and Epidemiological Research Department au Center for Addiction and Mental Health de Toronto, qui intervenait au colloque organisé par le ministre de la santé mercredi dernier, les coûts annuels des abus d'alcool en Union Européenne s'élèvent à 155 milliards. Autant dire : on arrête de picoler pour sauver la Grèce.

Mais ce n'est pas uniquement en termes de coûts que l'alcool plombe les statistiques, il y a aussi les vies humaines détruites. Et là, les sta-

tistiques sont formelles : en Europe un homme sur dix et une femme sur treize meurent prématurément - c'est-à-dire avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans - pour cause de maladies liées à l'abus d'alcool, ce qui représente environ 195.000 personnes par an. Certes les taux de mortalité et de morbidité varient selon les pays et leur culture de l'alcool, mais cela n'empêche que l'Europe est de loin le continent sur lequel on consomme le plus d'alcool. Ce qui est logique, puisque c'est probablement en Europe que furent inventé l'alcool, la beuverie et toute une culture millénaire de la boisson.

L'Europe : Un continent d'alcoolos ?

Cela fait-il de nous pour autant un continent de buveurs problématiques ? Paradoxalement, non. Selon les études présentées par le professeur Rehm, qui n'étudie pas seulement les quantités avalées, mais aussi les schémas de consommation, en Europe on boit certes plus que dans le reste du monde, mais on boit mieux. Entendez par là, qu'il est plus important de bien boire que de boire moins. C'est la différence entre boire occasionnellement cinq verres de vin à un repas entre amis et d'ingurgiter régulièrement cinq canettes de bière seul devant la télévision. « On étudie les schémas de consommation selon plusieurs critères : la quantité, la si-

Wann et mam Fëmmen
a Saufe net klappt, gët
deemnext d'Autofueren
op de Stroossen an
Autobunne
verbueden, ausser
op spezial
aménagéierte
Parkinggen.....

GWS 12



Dans la ligne de mire du « Plan National Alcool » : les excès des plus jeunes.

PHOTO : FLICKR_STOPALCOHOLDEATHS

tuation et le contexte », explique Jürgen Rehm. Ce qui fait qu'en Europe - de l'Ouest et du Sud au moins - les schémas dangereux sont moins présents qu'en Amérique ou en Australie. Il faut pourtant ajouter que ce bonus européen est petit à petit aplati par la culture de la jeunesse et surtout le fameux « binge-drinking » ou « Flatrate-Saufen », c'est-à-dire les excès programmés - un phénomène pas tellement nouveau, mais qui a fait jaser les médias, et donc aussi les politiciens ces dernières années.

« Au total, la consommation d'alcool en Europe a même légèrement diminuée, mais cela ne veut pas dire pour autant que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers », critique Jürgen Rehm, pour qui la dépendance à l'alcool est un fléau qu'on peut non pas éradiquer mais rendre moins grave en adoptant des règles de consommation. Et surtout, puisque c'est vraiment le seul moyen qui a démontré son efficacité, le rendre plus cher. « Les interdictions n'apportent rien du tout », observe-t-il, « Pire, elles sont potentiellement dangereuses. »

Interdire les « Alcopops » ne sert à rien.

Rehm cite l'exemple de l'interdiction en Allemagne des « Alcopops » (des mélanges sirupeux entre alcool fort et limonade, dont la jeunesse était particulièrement friande), qui a

eu des effets pervers. « La consommation d'alcool en bas âge n'a pas reculé d'un iota, mais surtout, les cas d'alcoolisme chez les jeunes ont empiré, puisqu'ils se sont mis à boire des alcools encore plus forts et à boire plus excessivement. Or, plus les jeunes boivent excessivement, plus les problèmes sociaux apparaissent. » Grand moment de silence dans la salle et regards tournés vers le ministre de la santé, qui a du se rendre compte en ce moment que le fait de s'être félicité, pendant son introduction, pour « du moins » avoir interdit les « Alcopops » au grand-duc, n'était peut-être pas très fin.

Clairement, le Luxembourg a un réel retard sur d'autres pays. A défaut de disposer d'un vrai « Plan National Alcool », les actions se réduisent pour l'instant à des campagnes comme celles rappelant l'interdiction de vendre de l'alcool à des jeunes de moins de 16 ans, que l'on peut trouver dans les bars.

Mais que peut faire un « Plan National Alcool » ? Des éléments de réponse ont été rapportées par Michael Hübel, de la direction générale santé et consommateur (DG Sanco) de l'Union Européenne, qui - ironie du sort - est basée au Luxembourg. Hübel y dirige le plan alcool européen et s'entretient régulièrement avec des acteurs du monde de l'industrie, de la politique européenne, des médias et de la communication, ainsi que des organisations partenaires comme

l'OMS. « C'est un forum qui propose des mesures faisables au niveau européen », explique Hübel. Un forum conscient de ses limites - comme toutes les institutions européennes -, quand il est question de responsabiliser les industriels. Si on sait qu'un des producteurs majeurs d'alcool, le Français Pernod-Ricard, entretient un bureau de lobbying à Bruxelles à quelques mètres du Berlaymont, on comprend mieux le sens de ces discussions. En d'autres mots, les industriels font des actions de « goodwill », comme mettre des indications sur leurs bouteilles qui renvoient aux dangers de la consommation d'alcool pour les jeunes ou les femmes enceintes. Bref, la même chose que sur les paquets de cigarettes, alors que l'efficacité de telles mesures est régulièrement mise en question. Sinon, les tractations se concentrent surtout sur les publicités vantant la consommation d'alcool et des campagnes de prévention.

C'est aussi là où le Luxembourg veut entrer en action en premier lieu : la protection de la jeunesse. Mais à défaut de mesures concrètes décidées, Mars Di Bartolomeo n'a pas voulu faire trop de promesses : il se donne encore un an pour peaufiner le plan. En ce sens, la chope est sauve.

Mais il existe encore un deuxième volet dans ce dossier, celui qui se trouve à l'autre bout de la carrière d'alcoolique : la thérapie. Là aussi, le Luxembourg a du retard, car les

structures nationales, à Useldange, ne suffisant plus depuis longtemps à prendre en charge tous les malades. Pour y pallier, Di Bartolomeo a fait miroiter que si tout allait bien il pourrait avant la fin de l'année inaugurer un nouveau chantier à Useldange. N'empêche qu'il reste toujours les thérapies, après les infrastructures. Et sur ce point, les différents intervenants divergeaient. Alors que les Français prônent une ouverture plus large vers l'addictologie, qui engloberait tous les comportements dangereusement addictifs, les Allemands préfèrent travailler avec des centres spécialisés où ils essaient de récupérer les « irrécupérables » - des alcooliques qui ont avorté toutes leurs thérapies et qui se trouvent en fin de soins, souvent atteints de démence.

En tout cas, le Luxembourg a encore du pain sur la planche. Car avant même de considérer le « Plan National Alcool », il lui faut aussi disposer de chiffres concrets. Et jusqu'ici les quantités record d'alcool vendues au Luxembourg étaient toujours expliquées par les achats des frontaliers. Il est peut-être temps qu'on commence à se regarder dans le miroir.